



ACADEMIE DE TOULOUSE

DECLARATION FNEC-FP-FO CHSCTA 9 FEVRIER 2021

Le 26 janvier, les personnels de l'Education Nationale en grève et en manifestation ont réaffirmé leurs exigences de créations massives de postes et de recrutement immédiat de personnels, d'augmentation du salaire et leur rejet du Grenelle, ce jeu de dupe et partie d'enfumage auxquels la FNEC-FP FO, par son refus d'y participer, n'a apporté la moindre caution.

Jeudi 11 février les AESH avec les AED seront en grève et en manifestation pour défendre leurs revendications et notamment le droit à un statut et à un vrai salaire qui permettent de vivre !

La colère des personnels est montée d'un cran à la publication de la synthèse des « ateliers du Grenelle » :

- Remise en cause du statut et des garanties collectives nationales ;
- Recrutement local jusqu'à 25 % pour les établissements en éducation prioritaire,
- Rémunération des chefs d'établissement « au mérite » ;
- Statut pour les directeurs d'école ;
- Renforcement de « l'accompagnement PPCR » qui est un instrument de subordination permanent des personnels ;
- Pilotage des établissements par l'évaluation et obligation de résultat ;
- Fusion des corps d'inspection
- Management local de type privé avec les dérogations permanentes aux statuts, et les propositions de lettres de missions pour que des enseignants assumant des fonctions d'inspection ou de chefs d'établissement, mise en place de « RH de proximité »).

Les maîtres mots de ce Grenelle sont « territorialisation, autonomie, déréglementation ». Dans la même logique que l'ensemble des réformes mises en place par le ministre : réforme du lycée et casse du baccalauréat, réforme des concours enseignants, loi 4D, réforme de l'Education prioritaire.

Le projet du ministre va à rebours des revendications des collègues, les professionnels du terrain dont l'expertise est bien supérieure. Il n'améliorera en rien nos conditions de travail. En revanche, il amplifiera et en accélérera leur dégradation.

Les directeurs suite au suicide de Christine Renon, se sont mobilisés en rejetant massivement le statut de directeurs et en demandant un allègement de leurs missions et une aide administrative. Nous avons des exemples de directeurs qui, entre l'angoisse des parents et les consignes incompréhensibles de la hiérarchie, ont fini par craquer.

Le ministre répond par la constante et vieille lune des gouvernants : faire sauter le verrou du statut, éclater et démanteler toujours plus l'école, alourdir les responsabilités et charges déjà totalement abusives des directeurs, qui devraient en plus procéder à l'évaluation des collègues. Nous sommes dans l'ineptie la plus absolue !

Les collègues demandent des postes afin d'améliorer les conditions.

Le ministère reconnaissant la nécessité d'un recrutement fait appel à des contractuels pour 3 mois. Au retour des vacances de Février, une école dans le Tarn n'aura plus de contractuelle, une aide insuffisante au vu des multiples difficultés de cette école, mais qui est malgré tout bienvenue pour des collègues à bout. Dans ce cas la collègue ne souhaite pas poursuivre pour les autres, nous n'avons, à ce jour, aucune information concernant le renouvellement de leurs contrats. Pour notre fédération, les contractuels qui le demandent doivent être stagiairisés.

Les enseignants demandent des effectifs qui leur permettent de mener à bien leurs missions. Le ministère leur répond par des fermetures de classe.

Les parents, les enseignants les refusent et se mobilisent. La situation est alarmante. Elle conduit à des tensions inacceptables : ainsi une IEN face aux parents et collègues sort de ses gonds. Venue pour un entretien PPCR, elle l'annule et en reporte deux autres. Elle ponctue sa venue par un mail particulièrement inapproprié à la directrice je cite : « je ne vous souhaite pas une bonne semaine » !

Les collègues demandent des structures spécialisées.

Les politiques publiques leur imposent toujours plus d'inclusion, la mise en place de PIAL et la destruction de l'enseignement spécialisé. Lorsqu'un élève, en crise bouscule l'enseignant, vandalise la classe, l'IEN, aussi désarmé que l'enseignant, propose que l'enfant fasse des excuses. Est-ce une solution ? Bien sûr que la réponse est NON ! Elle n'est ni adaptée, ni pérenne ! Comment des excuses pourraient-elles être une solution pour répondre à la souffrance d'un élève. Comment des excuses pourraient être une solution pour pallier l'absence d'un enseignement adapté avec un personnel formé ! Face à ces élèves de plus en plus nombreux, enseignants et AESH se sentent en insécurité, quelquefois gravement.

Les services de médecine scolaire demandent des recrutements et un allègement de leurs missions.

Le ministre répond par la loi 4D qui liquide le statut national des personnels et transfère la santé scolaire aux collectivités territoriales. En quoi cela est-il une solution ? Ce transfert marque uniquement un désengagement de l'Etat contre l'unité et l'égalité des droits des enfants à la santé scolaire.

Les collègues, par suite du meurtre de Samuel Paty ont cru pouvoir compter enfin sur le soutien de leur hiérarchie.

Les situations qui remontent du terrain montrent le contraire : un collègue en hypoglycémie, ayant lui-même souffert sérieusement de la Covid, est convoqué au rectorat pour avoir mangé une banane en classe (sic) ! Ailleurs, des collègues subissent des pressions ou des commentaires infantilisants ou méprisants de leurs supérieurs. En Haute-Garonne, une école dont les locaux souffrent de vétusté et de problèmes d'aération est fermée pour cause de cas de Covid multiples, notamment de quatre enseignants et d'animateurs. Neuf jours après, les collègues se voient imposer de reprendre la classe alors que nombre d'élèves n'ont pas été testés, détiennent un unique masque et que les locaux restent en l'état. Dans certains départements de l'académie, lorsque les collègues remplissent le RSST pour informer de leurs difficultés et demander de l'aide, ils reçoivent

pour unique réponse un laconique « VU » ! Est-ce ainsi que la hiérarchie et l'institution soutiennent et protègent les collègues ?

A chaque problème une solution ? Pour Monsieur Blanquer, à chaque problème un nouveau problème encore pire.

Qui peut croire qu'avec des difficultés grandissantes, des moyens en baisse et des mesures qui vont à l'opposé des revendications, les conditions vont s'améliorer ? Qui peut oser demander aux collègues d'être raisonnables, d'accepter l'austérité justifiée par la « crise sanitaire » alors qu'ils sont déjà épuisés ? Qui peut exiger d'eux qu'ils fassent toujours plus avec toujours moins ? Pas la FNEC FP FO.

Pour améliorer les conditions de travail des collègues et par là même la qualité de vie au travail il faut faire du service public d'Education Nationale, comme celui de la santé, une priorité. Cela implique l'abrogation des contre-réformes et la mise à disposition des moyens nécessaires. Il y a quelques mois, le président prétendait qu'il fallait changer de logiciel. Certains ont cru à la prise de conscience de nos gouvernants concernant l'importance des services publics. Nous voyons bien aujourd'hui que nous en sommes loin, tant la logique comptable prévaut encore et toujours. Pourtant quand le politique le veut, les moyens peuvent être trouvés. C'est la direction opposée que choisit le gouvernement. Alors que nos difficultés s'aggravent, alors que le point d'indice a subi 10 ans de blocage, M. le ministre Blanquer et son gouvernement se permettent de « rafler » sur le dos de l'Ecole, des enseignants et de leurs élèves, 212 501 312,60 € du budget voté par la Représentation Nationale. Ce sont 7 083 enseignants et personnels dont le salaire annuel moyen serait de 30 000 € qui sont ainsi enlevés à l'Ecole.

A l'opposé, les mesures de restrictions ne touchent pas le patronat et ses actionnaires. En 2018 par exemple, ils ont bénéficié de 40 milliards de baisses de charges diverses au travers du CICE alors même que les plus aisés continuent de licencier et en parallèle de faire des bénéfices considérables. Sanofi vient de le démontrer avec sa capitalisation boursière de 102 milliards d'euros et son « taux de marge opérationnelle de 30% d'ici 2022 et plus de 32% en 2025 ». Apparemment, certains savent tirer parti des malades et de la Sécurité sociale des salariés.

Il n'y a pas d'argent magique mais, visiblement, il y a un choix politique.

Le 26 janvier les collègues ont clairement dit qu'ils n'acceptent pas ce choix. L'exaspération et la colère continuent à monter dans les écoles et les établissements ! Les personnels veulent :

- La création des postes nécessaires
- La satisfaction des revendications des AED et des AESH honteusement exploités
- L'augmentation des salaires
- Le maintien du cadre national de l'Ecole avec l'abandon des contre-réformes
- Le rétablissement du Baccalauréat.

La FNEC FP FO, au niveau national, académique et départemental, est et restera au côté des collègues pour faire entendre leurs revendications.